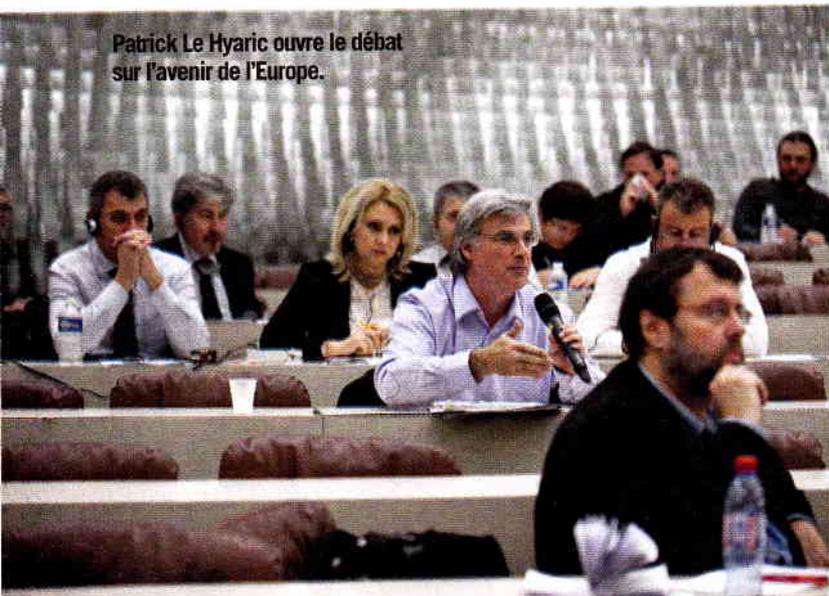


# L'avenir de l'Europe, « un combat populaire et de classe de notre temps »

Dans les milieux populaires, l'Union européenne a mauvaise cote. Si elle est actuellement vouée au marché avec des conséquences sociales négatives, peut-on la « redresser », la destiner à l'intérêt général ?

Patrick Le Hyaric ouvre le débat sur l'avenir de l'Europe.



JULIEN JAULIN

« **C**e sont les peuples qui font l'histoire. » Cette phrase de « Refonder l'Europe » prend toute sa valeur à la lecture de l'intégralité du document : 37 pages sur les questions européennes, rédigées par Patrick Le Hyaric, député au Parlement européen et directeur de « l'Humanité ». La contribution sera discutée le 16 novembre lors de la « convention Europe », et le lendemain lors du Conseil national du PCF. Elle embrasse 18 questions qui ont trait à la fois à la démocratie, aux questions sociales, économiques, financières, à l'enjeu de l'euro, aux politiques européennes comme la plus connue d'entre elles, la PAC (politique agricole commune), à la culture, à la formation, ou encore à la place de l'Union européenne (UE) dans le monde. Pour chacun de ces points, le document part du principe qu'il s'agit d'un « combat populaire et de classe de notre temps » et que l'UE a, jusqu'alors, failli en tournant le dos aux ambitions initiales, exprimées en 1957 dans le traité de Rome, son acte fondateur. « L'actuelle construction européenne (...) a – avec la complicité active des dirigeants nationaux – poussé à la restructuration libérale des États

membres et y a fait voler en éclats nombre d'instruments de solidarité pour le plus grand profit des groupes industriels et financiers à la recherche de nouvelles conditions de rentabilité. » Et, dans le même temps, « elle a organisé – à l'initia-

**« Nous continuons à nous battre et dépassons ce clivage que certains veulent imposer : applaudir l'UE d'aujourd'hui ou en sortir. » GILLES GARNIER, PCF**

tive des milieux dirigeants des États les plus puissants – « une économie de marché ouverte où la concurrence est libre », érigeant en principe directeur la compétition contre la coopération et les rapports de forces contre l'esprit de solidarité ». Redonner la parole et la place aux populations européennes, entendre leurs revendications à l'heure où la misère et le chômage explosent dans l'UE : telles sont les lignes directrices à partir desquelles cette refondation peut être réalisée. Il s'agit de mobiliser « contre l'austérité et pour la relance du développement social et écologique », de tourner le dos à la construction européenne telle qu'elle s'effectue depuis le traité de Maastricht (1992) afin d'établir une

« union de nations et de peuples souverains et associés ». Une urgence à l'heure où les votes populistes, nationalistes, voire néonazis font recette dans différents pays de l'UE. Une urgence à l'heure où nombre d'associations s'inquiètent des conséquences de politiques européennes. La Fédération internationale des sociétés de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge a ainsi publié un rapport terriblement accusateur intitulé « Europe : les conséquences de la crise économique sur le plan humanitaire ». « Par rapport à 2009, des millions de personnes supplémentaires doivent faire la queue pour se nourrir et n'ont pas de quoi s'acheter des médicaments ou se faire soigner », explique la Fédération, précisant encore : « Des millions de personnes sont sans emploi, et nombre de celles qui ont encore un travail ont du mal à faire vivre leur famille, les salaires étant insuffisants et les prix exorbitants. Nombre de ménages qui appartenaient à la classe moyenne ont sombré dans la pauvreté. En 2012, plus de 3,5 millions d'Européens dans 22 pays ont reçu de l'aide alimentaire de la Croix-Rouge. » Constat identique de la part du Secours populaire français,

qui a distribué de la nourriture en Grèce, en 2012, et des cartables à la rentrée. En Grèce, l'association Solidarité populaire effectue un travail sur le terrain à la fois de distribution d'alimentation, de soins, d'aides au devoir... Bref, tous les pays subissent les ravages des politiques menées. Or, face à cette situation, le Parti de la gauche européenne (PGE), la Gauche unitaire européenne (GUE) au Parlement européen sont les seuls à prôner une autre politique. Le document du PCF en atteste. Il propose par exemple d'établir un « nouveau pacte social européen ». Ses priorités seraient à la fois « la promotion du plein-emploi, avec la sécurisation des parcours profession-

nels et la formation nécessaire, des salaires minimums dans chaque pays au moins au-dessus de 20 % du seuil de pauvreté, une protection sociale de haut niveau dans chaque pays, la réduction du temps de travail dans l'UE... » Il détermine donc des politiques résolument inclusives et solidaires.

« C'est un bon texte. Il est en contradiction totale avec l'UE telle qu'elle est. Nous continuons à nous battre à l'échelle européenne et, surtout, dépassons ce clivage que certains veulent imposer : applaudir l'UE d'aujourd'hui ou en sortir », déclare, à l'« HD », Gilles Garnier, responsable des questions européennes du PCF. Il souligne aussi qu'il ne s'agit pas de « taper à bras raccourcis sur Bruxelles, ce qui est un moyen de dédouaner nos gouvernements nationaux ». Car ce sont bien eux qui, au sein du Conseil européen, fixent les orientations européennes. Ces clivages, ce texte les dépassent effectivement. Il vise à s'émanciper des mauvais choix européens. Il servira d'ailleurs de base aux propositions du PCF portées lors du congrès du PGE qui aura lieu à Madrid, du 13 au 15 décembre. ★

**FABIEN PERRIER**  
fperrier@humadimanche.fr

## REPÈRES

**16 novembre.** Convention Europe du PCF.

**17 novembre.** Conseil national.

**22 novembre.** Réunion du groupe de travail du PGE sur le document d'orientations politiques : « Unir pour une alternative de gauche en Europe ».

**13-15 décembre.** Congrès du Parti de la gauche européenne (PGE) à Madrid ; Alexis Tsipras est proposé comme candidat à la présidence de la Commission européenne.

**1<sup>er</sup> janvier 2014.** La Grèce prend la présidence de l'Union européenne.

**22-25 mai.** Élections du Parlement européen.